

### L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

#### LE BILL SUR LA PROPAGANDE HAINEUSE ET LA DÉCLARATION CANADIENNE DES DROITS DE L'HOMME

**Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince Albert):** Monsieur l'Orateur, il y a quelques semaines, j'ai demandé au ministre de la Justice si à la suite de la décision de la Cour suprême du Canada dans l'affaire de la Reine contre Drybones, les conseillers de la Couronne avaient été consultés quant à la compétence du Parlement à adopter le bill sur la propagande haineuse et quant à la constitutionnalité de cette mesure.

**L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice):** J'ai dit alors, monsieur l'Orateur, que les conseillers juridiques de la Couronne avaient vu le projet de la loi avant le jugement du tribunal mais qu'à cause de la question du très honorable représentant, je consulterais de nouveau le sous-ministre de la Justice et les conseillers juridiques de la Couronne. Ils ont confirmé qu'aucune disposition de la Déclaration canadienne des droits de l'homme, d'après l'interprétation qu'on en fait dans le jugement Drybones, n'annulait en rien le bill sur la propagande haineuse.

### LA SOUVERAINETÉ

#### L'ARCTIQUE—LES ENTRETIENS CANADO-AMÉRICAINS

**M. Andrew Brewin (Greenwood):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Déposera-t-il un rapport ou fera-t-il une déclaration à la Chambre aussitôt que possible sur les résultats des discussions à un échelon élevé sur la souveraineté de l'Arctique qui, sauf erreur, se poursuivent actuellement avec le gouvernement américain?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, il n'y a pas de discussions qui se poursuivent actuellement avec le gouvernement américain au sujet de la souveraineté de l'Arctique. Nous nous sommes entretenus la semaine dernière avec M. Alexis Johnson et certains fonctionnaires qui l'accompagnaient au sujet de cette question et d'autres. La prochaine initiative sera de présenter un projet de loi à la Chambre.

### SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

#### LES ALIMENTS POUR DIABÉTIQUES

**M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Vu la déclaration alarmante d'un chercheur médical de l'Université du Wisconsin qui a dit que l'accumulation de la saccharine utilisée

[M. Thompson.]

comme édulcorant artificiel et comme élément des aliments pour diabétiques pourrait atteindre des niveaux cancérigènes, le ministre songerait-il à rendre les aliments pour diabétiques disponibles sur ordonnance, vu que les cyclamates seront retirés du marché d'ici quelques mois?

**L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** La question est à l'étude, monsieur l'Orateur.

### QUESTIONS OUVRIÈRES

#### HAMILTON—LES MISES À PIED PRÉVUES À LA NATIONAL STEEL CAR ET À L'INTERNATIONAL HARVESTER

**M. l'Orateur:** Le député d'Hamilton-Ouest a la parole.

**M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest):** Je vous remercie beaucoup, monsieur l'Orateur. Ce fut un peu plus facile pour moi d'attirer votre attention aujourd'hui, même lorsque j'étais assis. Quoi qu'il en soit, j'aimerais poser une question au ministre du Travail, car le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration ne se trouve pas à la Chambre. Il s'agit des mises à pied prévues par la National Steel Car Company et l'International Harvester à Hamilton, qui apparemment toucheront quelque 600 travailleurs spécialisés et non spécialisés. Le ministre est-il au courant? Y a-t-il eu consultation ou dialogue entre ces sociétés et son ministère pour tenter d'amoindrir les effets des congédiements par une aide financière, des ententes d'emploi et des programmes spéciaux de recyclage?

**L'hon. Bryce Mackasey (ministre du Travail):** Monsieur l'Orateur, le représentant sait que ces problèmes relèvent plutôt du gouvernement ontarien que du gouvernement fédéral. Quoi qu'il en soit, j'en saisirai le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, car la question n'intéresse pas le ministère du Travail. Je ne sais quelle correspondance il a pu recevoir à ce sujet, mais je porterai certainement l'affaire à son attention.

### LA CONSOMMATION

#### LA VENTE À LA BOULE DE NEIGE

**L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations. Les abus de la pratique communément appelée vente à la boule de neige ont-ils été signalés au ministre et si oui, quelles mesures son ministère a-t-il prises pour protéger les consommateurs?

**L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations):** Monsieur l'Orateur,